



Choc économique et perspectives de relance dans les pays en développement

Badibanga Kabengele Claude¹, Mbuyi Bamwila Jonathan²

Résumé : Le présent article examine de manière approfondie les chocs économiques récents et les perspectives de relance dans cinq pays en développement, à savoir la République Démocratique du Congo, le Brésil, l'Indonésie, la Pologne et l'Australie, afin de comprendre les mécanismes de résilience économique et d'identifier les leviers d'une croissance durable.

Dans un contexte mondial marqué par la pandémie de la Covid-19, la volatilité des prix des matières premières et les tensions géopolitiques, ces pays ont connu des trajectoires contrastées : la République Démocratique du Congo et l'Indonésie, dépendantes des ressources naturelles, ont subi les effets des fluctuations des cours miniers ; le Brésil a affronté des déséquilibres budgétaires structurels ; la Pologne a été touchée par les conséquences économiques de la guerre en Ukraine ; et l'Australie a souffert du ralentissement de la demande asiatique. L'étude s'inscrit dans une double perspective : proposer un modèle de relance économique inspiré du modèle de Solow, adapté au cas congolais, et effectuer une comparaison internationale afin d'en dégager les meilleures pratiques.

La méthodologie combine une approche qualitative, fondée sur une revue documentaire d'ouvrages académiques et de rapports institutionnels (Banque mondiale, FMI, BAD, OCDE, ITIE, PNUD) et une approche quantitative à travers l'analyse économétrique des données macroéconomiques de 2019 à 2022, mobilisant les indicateurs de croissance, d'inflation, d'emploi, d'épargne et de gouvernance.

Les résultats démontrent que la croissance de la République Démocratique du Congo, bien qu'en progression, demeure fragile et peu inclusive, en raison d'une dépendance excessive aux exportations minières, d'un faible taux d'épargne nationale et d'une productivité stagnante. En comparaison, l'Indonésie illustre l'importance de la diversification industrielle et numérique, tandis que la Pologne et l'Australie confirment l'efficacité de la stabilité macroéconomique et institutionnelle dans la relance post-crise.

L'analyse confirme l'hypothèse centrale selon laquelle la diversification économique et la réforme institutionnelle sont les piliers essentiels d'une relance durable.

En conclusion, la recherche souligne que la République Démocratique du Congo ne pourra surmonter durablement les chocs économiques qu'en transformant ses rentes minières en investissements productifs, en renforçant le capital humain et la productivité, et en améliorant la gouvernance publique. Seule une stratégie

¹ Chercheur Indépendant Doctorant à la Faculté des Sciences Economique et de Gestion de l'Université Pédagogique Nationale

² Chercheur Indépendant, Candidat Assistant et Apprenant en DEA à la Faculté des Sciences Economique et de Gestion de l'Université de Kinshasa

intégrée, associant stabilité macroéconomique, réformes structurelles et coopération internationale, permettra de bâtir une économie congolaise résiliente, inclusive et compétitive à long terme.

Mots clés : Choc économique ; Relance ; Diversification ; Croissance ; PIB ; Modèle économique ; Gouvernance ; Développement.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.17442119>

1 Introduction

Les chocs économiques constituent des phénomènes récurrents dans l'histoire des économies en développement, et la République Démocratique du Congo (RDC), le Brésil, l'Indonésie, la Pologne ainsi que l'Australie en offre une illustration pertinente. Définis comme des perturbations brutales affectant les variables macroéconomiques telles que le PIB, l'emploi, les prix ou encore les finances publiques, ces chocs peuvent avoir des origines internes ou externes.³

Les pays en développement et émergents font face à des **chocs économiques récurrents** liés aux crises sanitaires, financières, climatiques et géopolitiques. Ces chocs perturbent les trajectoires de croissance, affectent les recettes publiques et menacent la stabilité sociale. La pandémie de la Covid-19 a entraîné une récession mondiale sans précédent, réduisant le PIB de nombreux pays et aggravant les inégalités.⁴

En **République Démocratique du Congo**, l'effondrement des cours des matières premières, notamment du cuivre et du cobalt, combiné aux chocs liés à la Covid-19, a freiné la croissance et accentué la vulnérabilité budgétaire.⁵

Au **Brésil**, la crise a accentué les déficits fiscaux et les pressions inflationnistes, révélant la fragilité de la gestion macroéconomique et la dépendance aux exportations agricoles et minières.⁶

En **Indonésie**, la pandémie a mis en lumière la dépendance aux exportations de charbon et d'huile de palme, mais la diversification industrielle et numérique offre des perspectives de résilience.⁷

En **Pologne**, la guerre en Ukraine a perturbé le commerce régional et accentué les tensions inflationnistes, soulignant la vulnérabilité des économies d'Europe de l'Est face aux chocs externes.⁸

Enfin, en **Australie**, l'économie a souffert de la baisse de la demande chinoise en matières premières et des restrictions sanitaires, malgré une solide gestion budgétaire et un système de protection sociale robuste.⁹

À travers l'étude comparative de ces cinq pays, cet article a pour objectif principal, l'analyse des **chocs économiques récents** et à identifier les **leviers de relance** mobilisés et deux objectifs spécifiques dont le premier est la proportion d'un modèle de relance économique à partir du cas de la RDC et le second est de faire une analyse comparative de cinq pays de notre étude afin de tirer des enseignements utiles pour les pays en développement.

Cet article vise donc à répondre à la problématique suivante : comment les pays en développement peuvent-ils surmonter les chocs économiques récurrents et mettre en place une stratégie durable de relance économique ?

³ Blanchard O., Macroeconomics, 7th ed, Pearson, 2017

⁴Fonds Monétaire International (FMI), Perspectives de l'économie mondiale : Une longue ascension difficile, Washington, D.C. : FMI, 2020.

⁵ Banque mondiale, Rapport : Perspectives économiques en République Démocratique du Congo : relancer la croissance dans un contexte d'incertitude, Washington DC, 2021

⁶ Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2021, Numéro 2. Paris : OCDE Publishing, 2021

⁷ Banque asiatique de développement (BAD), Perspectives de la Banque asiatique de développement 2021 : Financer une reprise verte et inclusive. Manille : BAD, 2021

⁸ Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Rapport sur la transition 2022-2023 : Une affaire inhabituelle, Londres : BERD, 2022

⁹ Banque de réserve d'Australie (BRA), Déclaration sur la politique monétaire, août 2021, Sydney : BRA, 2021

Pour ce faire, nous adoptons la démarche suivante : d'abord un cadre théorique définissant les notions de choc et de relance économique ; ensuite une revue de littérature et analyse empirique des chocs subis par les pays énumérés ci-haut entre 2019 et 2022 ; enfin, une réflexion sur les stratégies de relance envisageables, appuyées par un modèle économique adapté au cas congolais.

Cette approche se justifie par la nécessité de combiner théorie et empirisme dans la compréhension des dynamiques économiques des pays fragiles et dépendant.¹⁰

2 Méthodologie

2.1 Approche méthodologique

Cette recherche adopte une démarche qualitative et quantitative. Sur le plan qualitatif, nous avons procédé à une revue documentaire basée sur des ouvrages académiques, des articles scientifiques et des rapports institutionnels (Banque mondiale, FMI, Banque Centrale du Congo). Sur le plan quantitatif, nous avons mobilisé des séries statistiques issues de la Banque Centrale du Congo (BCC, 2022), du Fonds Monétaire International (FMI, 2022), des rapports d'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE 2022-2023) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2022).

Le choix de cette approche mixte se justifie par la nécessité d'articuler une analyse empirique (données économiques récentes de la RDC, le Brésil, l'Indonésie, la Pologne ainsi que l'Australie et une analyse théorique (modèle économique de la relance).

2.2 Cadre d'analyse

L'évaluation de résilience et de la relance économique aux pays en développement s'appuie sur :

- Les indicateurs macroéconomiques : taux de croissance PIB, inflation, chômage, balance des paiements.
- Les indicateurs institutionnels : gouvernance, corruption, efficacité de la dépense publique.
- Les chocs exogènes récents : Covid-19, guerre en Ukraine, chute des cours du cuivre.

Cette combinaison permet de tester l'hypothèse selon laquelle la diversification économique et la réforme institutionnelle constituent les piliers principaux d'une relance durable en RDC.¹¹

2.3 Période d'étude

L'analyse se concentre sur la période 2019–2022. Ce choix s'explique par trois raisons principales :

1. Le retour progressif à la stabilité politique après les conflits armés de la fin des années 1990 ;
2. L'adoption de réformes structurelles avec le soutien des bailleurs internationaux ;
3. L'impact des chocs récents : pandémie de COVID-19 et crise énergétique mondiale.

2.4 Méthode d'estimation

Une estimation économétrique par les Moindres Carrés Ordinaires (MCO) sera appliquée aux données de séries temporelles (2019–2022). L'objectif est de mesurer l'impact de chaque variable explicative sur la croissance.

2.5 Modèle économique de la relance

2.5.1 Présentation du modèle

Le modèle utilisé s'inspire du modèle de Solow pour mettre en évidence le rôle de l'investissement et de la productivité dans la croissance économique.¹²

¹⁰ Acemoglu D., & Robinson, J. A., Pourquoi les nations échouent : Les origines du pouvoir, de la prospérité et de la pauvreté, Crown Publishers, 2012

¹¹ Acemoglu D., & Robinson J. A., Why nations fail: The origins of power, prosperity and poverty, New York, NY: Crown Publishers, 2012

¹² Solow R. M., Une contribution à la théorie de la croissance économique, Quarterly Journal of Economics, 70(1), 65-94, 1956

La relation fondamentale est donnée par :

$$Y=f(K,L,A)$$

Où :

Y : Produit intérieur brut (PIB),

K : Stock de capital,

L : Force de travail,

A : Niveau de technologie ou productivité globale des facteurs (PGF).

Selon le modèle de Solow, la croissance du PIB dépend de l'accumulation du capital (K), de l'augmentation de la main-d'œuvre (L) et du progrès technologique (A).

2.5.2 Formule de croissance adaptée au cas de la RDC

$$gy = s.y/K - \delta + gA + gL$$

où :

gy : taux de croissance du PIB,

s : taux d'épargne (qui détermine l'investissement),

δ : taux de dépréciation du capital,

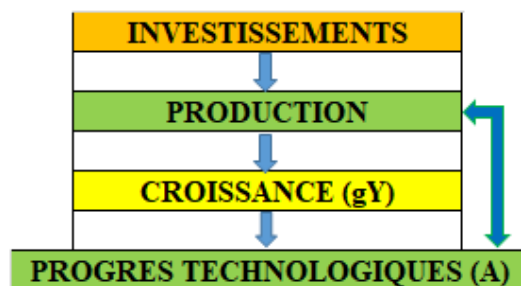
gA : taux de croissance de la productivité,

gL : taux de croissance de la main-d'œuvre.

Dans le cas de la RDC, le faible taux d'épargne nationale et la faible productivité agricole et industrielle expliquent la difficulté de relance économique.¹³

2.5.3 Schéma du modèle économique

Voici une représentation simplifiée du modèle de relance :



Ce schéma montre que la relance en RDC dépend :

- De l'investissement (public et privé) ;
- Du renforcement du capital humain (L) via l'éducation et la formation ;
- Du progrès technologique et institutionnel (A), qui accroît la productivité globale.

¹³ Banque mondiale, Rapport : Perspectives économiques en Républiques Démocratique du Congo : relancer la croissance dans un contexte d'incertitude, Washington DC, 2021

2.6 Justification du modèle pour la RDC

L'application de ce modèle à la RDC permet de comprendre que la relance ne peut pas reposer uniquement sur la hausse de l'investissement minier. Sans réformes institutionnelles et sans amélioration de la productivité agricole et industrielle, la croissance restera vulnérable aux chocs ¹⁴

Ainsi, la politique économique doit viser à augmenter (taux d'épargne et d'investissement), réduire (dépréciation du capital à cause des conflits et de la mauvaise gouvernance), et accroître (productivité grâce aux réformes).

3 Cadre théorique

3.1 Choc économique

3.1.1 Définition

Un choc économique est un événement soudain qui affecte de manière significative l'activité économique d'un pays ou d'une région, pouvant provoquer une perturbation de la croissance, de l'emploi, des prix et de la balance commerciale.¹⁵

Exemple : La pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine ou la crise financière de 2008.

3.1.2 Types de chocs économiques

1. **Chocs d'offre** : Perturbations qui affectent la production ou la disponibilité des biens et services.
 - Exemple : Une catastrophe naturelle détruisant des infrastructures ou des matières premières.
2. **Chocs de demande** : Perturbations qui réduisent la demande globale de biens et services.
 - Exemple : Une récession mondiale ou une baisse des revenus des ménages.
3. **Chocs financiers** : Affectent les marchés financiers et la liquidité des entreprises.
 - Exemple : Crises bancaires, dévaluations soudaines de la monnaie.
4. **Chocs externes** : Provenant de l'extérieur du pays, comme les fluctuations des prix du pétrole, les conflits internationaux ou les sanctions économiques.

3.1.3 Conséquences des chocs économiques

- Réduction du PIB et du revenu par habitant.
- Hausse du chômage et de la pauvreté.
- Inflation ou déflation selon le type de choc.
- Instabilité sociale et politique, si la crise dure.¹⁶

3.2 Relance économique

3.2.1 Définition

La relance économique désigne l'ensemble des mesures prises par un gouvernement ou une banque centrale pour stimuler la croissance économique après une récession ou un choc économique. Elle vise à restaurer l'emploi, le revenu et la production.¹⁷

¹⁴ Sachs J. D., & Warner A. M. La malédiction des ressources naturelles, *European Economic Review*, 45(4-6), 827-838, 2001 ; Fonds Monétaire International, République Démocratique du Congo : Rapport de la mission de consultation de 2022 au titre de l'article IV. FMI, 2022

¹⁵ Blanchard O. (2020), *Macroeconomics*, Pearson.

¹⁶ Mankiw N. G., *Principes d'économie*, Cengage Learning, 2021

¹⁷ Krugman P., & Wells R., *Macroeconomics*, Macmillan, 2018

3.2.2 Objectifs de la relance

- Réduire le chômage et augmenter le pouvoir d'achat des ménages.
- Soutenir la production et la consommation.
- Stabiliser les marchés financiers et restaurer la confiance des investisseurs.
- Atténuer les effets sociaux négatifs (pauvreté, inégalités).

3.2.3 Instruments de la relance économique

1. Politiques budgétaires :

- Augmentation des dépenses publiques (infrastructures, santé, éducation).
- Transferts monétaires aux ménages.
- Réduction des impôts pour stimuler la consommation et l'investissement.

2. Politiques monétaires :

- Réduction des taux d'intérêt pour encourager le crédit.
- Assouplissement quantitatif (injection de liquidités dans le système financier).

3. Relance structurelle ou sectorielle :

- Diversification économique pour réduire la dépendance aux secteurs vulnérables.
- Soutien aux secteurs stratégiques comme l'agriculture, les énergies renouvelables et la technologie.

3.2.4 Exemples historiques

- Plan Marshall (1948) : Relance de l'économie européenne après la Seconde Guerre mondiale.
- Relances post-COVID-19 : Subventions, aides directes et plans d'investissement massifs dans plusieurs pays.

3.3 Lien entre choc et relance économique

- Un **choc économique** crée un déséquilibre dans l'économie (réduction de PIB, hausse du chômage).
- La **relance économique** est la réponse institutionnelle et politique pour restaurer cet équilibre.
- L'efficacité de la relance dépend du **type de choc**, de la **capacité financière et institutionnelle** du pays, et de la **coordination internationale**.

Exemple concret : La pandémie de COVID-19 a été un choc global de demande et d'offre. Les gouvernements ont répondu avec des plans de relance budgétaires, monétaires et sectoriels pour soutenir l'économie et protéger les populations vulnérables.¹⁸



4 Revue de littérature et analyse empirique

4.1 Chocs Économiques Mondiaux (2019–2022)

4.1.1 La pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 a provoqué une contraction mondiale du PIB de 3,0 % en 2020, la plus forte depuis la Grande Dépression. Les pays en développement ont été particulièrement touchés, avec une baisse de 6,7 % du PIB

¹⁸ Auerbach A., & Gale W, Politique budgétaire et reprise économique, Brookings, 2020

par habitant, contre 2,4 % dans les économies avancées. En 2021, seulement 27 % des pays à revenu intermédiaire et 21 % des pays à faible revenu ont retrouvé leurs niveaux de production d'avant la pandémie.¹⁹

La crise a conduit à une augmentation significative des inégalités économiques, les groupes économiquement défavorisés ayant besoin de beaucoup plus de temps pour récupérer les pertes de revenus et de moyens de subsistance induites par la pandémie.²⁰

4.1.2 Perturbations économiques supplémentaires

Outre la pandémie, d'autres facteurs ont exacerbé les chocs économiques, notamment la guerre en Ukraine, qui a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales et entraîné une hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Ces perturbations ont affecté les économies des pays en développement, augmentant les coûts et réduisant la disponibilité des biens essentiels.²¹

4.2 Réponses Politiques et Stratégies de Relance

4.2.1 Mesures budgétaires et fiscales

Les gouvernements des pays en développement ont mis en place diverses mesures pour atténuer les effets économiques de la crise. Ces mesures comprenaient des transferts monétaires directs, des exonérations fiscales et des subventions aux entreprises pour maintenir l'emploi et soutenir la demande intérieure. Par exemple, l'Indonésie a lancé un plan de relance de 70 milliards de dollars pour soutenir les secteurs clés et stimuler la consommation intérieure.²²

4.2.2 Politiques monétaires

Les banques centrales ont adopté des politiques monétaires accommodantes pour soutenir l'économie. Cela comprenait la réduction des taux d'intérêt, l'assouplissement quantitatif et la fourniture de liquidités aux marchés financiers. Ces mesures visaient à maintenir la stabilité financière et à encourager les investissements.²³

4.2.3 Initiatives de diversification économique

La crise a mis en évidence la nécessité de diversifier les économies pour réduire leur vulnérabilité aux chocs externes. Des initiatives ont été lancées pour promouvoir le développement des secteurs non pétroliers, tels que l'agriculture, les technologies de l'information et les énergies renouvelables. Ces efforts visaient à stimuler la croissance économique durable et à créer des emplois.²⁴

4.3 Analyse par pays

4.3.1 République Démocratique du Congo (RDC)

La RDC a été confrontée à des défis économiques majeurs, notamment une faible diversification économique, une dépendance aux exportations de matières premières et des infrastructures limitées. La pandémie a exacerbé ces vulnérabilités, entraînant une contraction de l'économie et une augmentation de la pauvreté. Les réponses politiques ont inclus des mesures d'urgence pour soutenir les secteurs clés, mais des défis institutionnels ont limité l'efficacité de ces interventions.²⁵

¹⁹ Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2022 : Financer une reprise équitable, Washington, D.C. : Banque mondiale, 2022

²⁰ CNUCED, Cinq agendas politiques critiques pour la reprise économique dans les pays en développement, Genève, CNUCED, 2022

²¹ Nations Unies – Statistiques, Objectif de développement durable 8 : Croissance économique et reprise, ONU, 2021

²² Nations Unies – Finances, Réponse budgétaire à la crise de la COVID-19 dans les pays en développement, ONU, 2022

²³ FMI, Rapport annuel 2022 : une reprise plus équitable, Washington, D.C. : FMI, 2022

²⁴ CNUCED, Cinq agendas politiques critiques pour la reprise économique dans les pays en développement Genève, CNUCED, 2022

²⁵ Center for Global Development (CGDEV), Identifier la résilience macroéconomique face aux chocs externes dans les pays émergents et en développement, CGDEV, 2023

4.3.2 Brésil

Le Brésil a mis en œuvre des programmes de soutien économique, tels que des transferts monétaires et des subventions aux entreprises. Cependant, des tensions politiques et des inégalités régionales ont entravé la mise en œuvre efficace de ces mesures. La reprise économique a été inégale, avec des disparités marquées entre les différentes régions du pays.²⁶

4.3.3 Indonésie

L'Indonésie a adopté une approche proactive en matière de relance, avec un plan de relance de 70 milliards de dollars axé sur les infrastructures, la santé et la protection sociale. Cette stratégie a permis de soutenir la demande intérieure et de stimuler la croissance économique. Cependant, des défis subsistent en matière de gouvernance et de mise en œuvre des politiques.²⁷

4.3.4 Pologne

La Pologne a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne, ce qui lui a permis d'accéder à des fonds de relance européens. Le pays a investi dans des projets d'infrastructure et des programmes de soutien aux entreprises. La reprise économique a été relativement rapide, bien que des défis demeurent dans les secteurs les plus touchés, tels que le tourisme.²⁸

4.3.5 Australie

L'Australie a mis en place des mesures de soutien économique, notamment des subventions salariales et des prêts aux entreprises. Le pays a également investi dans des projets d'infrastructure pour stimuler la croissance. La reprise économique a été robuste, soutenue par une politique monétaire accommodante et une gestion efficace de la crise sanitaire.²⁹

4.4 Défis à Long Terme et Perspectives

Malgré les efforts de relance, les pays en développement continuent de faire face à des défis à long terme, notamment une dette publique élevée, des inégalités persistantes et des vulnérabilités aux chocs externes. La résilience économique dépend de la mise en œuvre de réformes structurelles, de l'amélioration de la gouvernance et de la diversification des économies. La coopération internationale et l'accès au financement sont également essentiels pour soutenir une reprise durable.³⁰

Cette analyse durant la période de 2019–2022 a révélé les vulnérabilités structurelles des pays en développement face aux chocs économiques mondiaux. Bien que des efforts de relance aient été déployés, la reprise reste fragile et inégale. Pour assurer une croissance durable et inclusive, il est essentiel d'investir dans la diversification économique, la résilience institutionnelle et la coopération internationale.

4.5 Théories de la relance économique

4.5.1 Approche keynésienne

En 1936, John Maynard Keynes a soutenu que, face à un choc économique, l'État doit jouer un rôle actif à travers une politique budgétaire expansionniste, en augmentant la dépense publique et en stimulant la demande agrégée. L'effet multiplicateur keynésien suggère qu'un accroissement des investissements publics entraîne une croissance proportionnellement plus forte du PIB. Cette théorie a largement inspiré les programmes de relance après la Grande Dépression et après la crise financière de 2008.³¹

²⁶ Reuters, Rapport sur la reprise économique du Brésil, Reuters, 2023

²⁷ Nations Unies – Finances, Réponse budgétaire à la crise de la COVID-19 dans les pays en développement, ONU, 2022

²⁸ OCDE, Perspectives économiques pour les États membres de l'UE après la COVID-19, Paris, OCDE, 2022

²⁹ FMI, Rapport annuel 2022 : une reprise plus équitable, Washington, D.C., FMI, 2022

³⁰ Center for Global Development (CGDEV), Identifier la résilience macroéconomique face aux chocs externes dans les pays émergents et en développement, CGDEV, 2023

³¹ Arestis P., & Sawyer M., Reconsidérer le rôle de la politique budgétaire dans la reprise économique, *Journal of Post Keynesian Economics*, 32(3), 401-419, 2010

4.5.2 Monétarisme et relance par la stabilité monétaire

En 1968 Milton Friedman et les monétaristes considèrent que la relance durable ne peut se faire que par la maîtrise de l'inflation et la stabilité monétaire. Dans cette optique, l'expansion budgétaire excessive crée des déséquilibres inflationnistes et compromet la croissance.³² Dans le cas congolais, l'expérience de l'hyperinflation des années 1990 illustre les dangers d'une politique monétaire mal contrôlée.³³

4.5.3 Approche institutionnaliste

En 1990 Douglass North D. a mis en avant le rôle des institutions dans la performance économique. Selon lui, les chocs économiques affectent davantage les pays où les institutions sont faibles, car la capacité de l'État à réagir est limitée.³⁴ Au pays en développement, la faiblesse des institutions et la corruption limitent l'efficacité des politiques de relance.³⁵

4.5.4 Approches contemporaines du développement

En 2012, Acemoglu D. et Robinson J. ont insisté sur la distinction entre institutions inclusives et extractives. Les pays dotés d'institutions inclusives parviennent à surmonter les chocs grâce à une gouvernance plus efficace. La RDC, avec ses institutions extractives, reste piégée dans le « paradoxe de l'abondance », où les richesses minières génèrent peu de développement.³⁶

Ces épisodes récents confirment que les chocs externes fragilisent l'économie congolaise et soulignent la nécessité d'une diversification économique.

Cette littérature révèle que la résilience face aux chocs dépend de la qualité des politiques macroéconomiques, de la stabilité monétaire et budgétaire du rôle des institutions et de la diversification économique.

Appliquée à la RDC, cette analyse montre que la relance ne pourra pas se limiter à des mesures conjoncturelles, mais devra passer par des réformes structurelles profondes.

5 Résultats et discussion

5.1 Données macroéconomiques de quelques pays en développement (2019–2022)

Les pays en développement ont été particulièrement touchés par les chocs économiques entre 2019 et 2022, notamment à cause de la pandémie de la COVID-19, des tensions géopolitiques, et des fluctuations des prix des matières premières. L'analyse des indicateurs macroéconomiques permet de mieux comprendre la vulnérabilité de ces pays et les pistes possibles pour une relance durable.

³² Friedman M., Le rôle de la politique monétaire, *American Economic Review*, 58(1), 1-17, 1968

³³ Banque Centrale du Congo (BCC), Rapport annuel sur la politique monétaire et l'inflation en RDC, BCC, 2019

³⁴ North D. C., Institutions, changement institutionnel et performance économique, Presse Universitaire, Cambridge, 1990

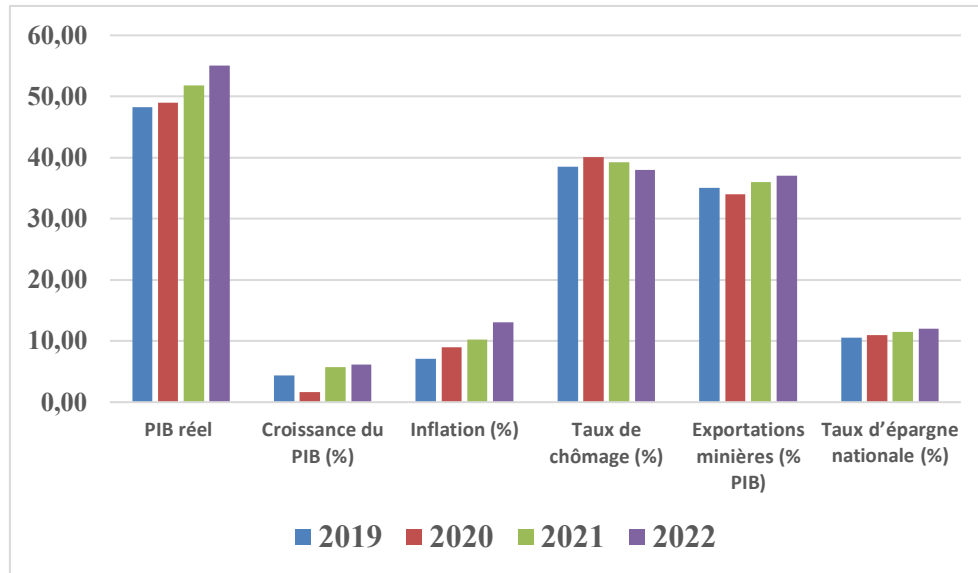
³⁵ Transparency International, *Indice de perception de la corruption 2023*, Berlin, Transparency International, 2023

³⁶ Sachs J. D., & Warner A. M. La malédiction des ressources naturelles, *European Economic Review*, 45(4-6), 827-838, 2001

5.1.1 Figures

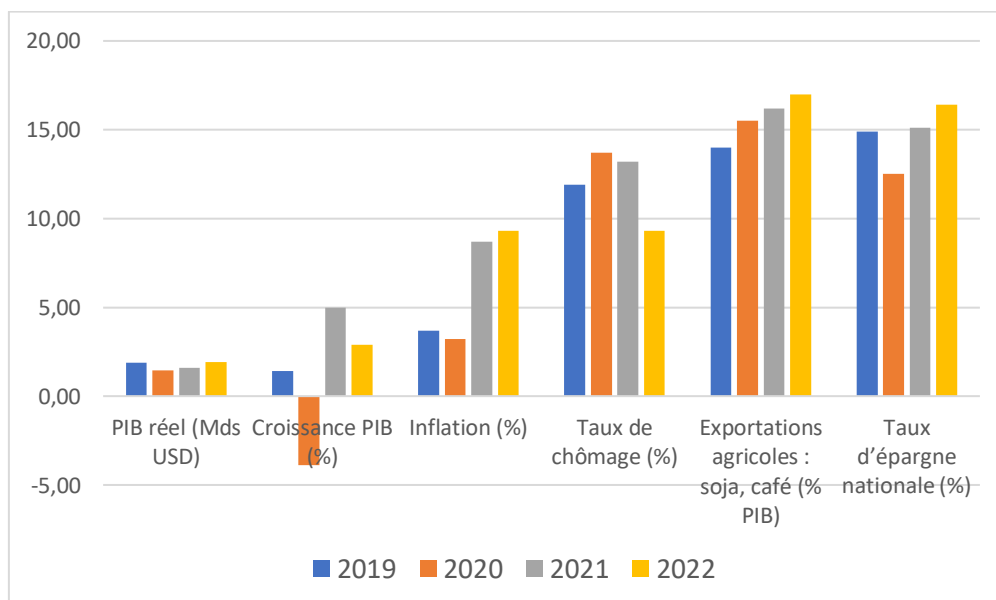
La figure 1 montre que de 2019 à 2022, la RDC a connu une croissance économique soutenue mais fragile, tirée surtout par le cuivre et le cobalt. Le PIB réel a progressé malgré la pandémie, mais l'inflation a augmenté (jusqu'à 13 %), le chômage reste élevé (près de 40 %), et l'épargne nationale faible (autour de 12 %). Cette situation reflète une forte dépendance aux ressources minières, une vulnérabilité aux chocs extérieurs et une croissance peu inclusive.

Figure 1. Indicateurs macroéconomiques de la RDC : 2019-2022



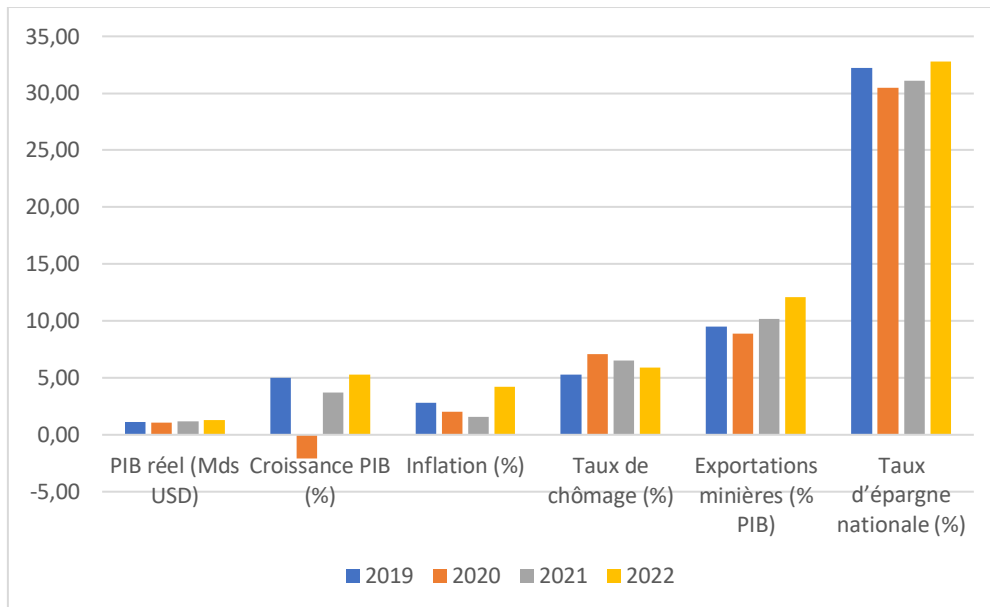
La figure 2 montre que le Brésil a subi une forte contraction en 2020 (-3,9 %), suivie d'une reprise rapide. L'inflation est restée élevée en 2021-2022, mais le chômage a diminué de 13,7 % à 9,3 %. Les exportations agricoles ont constitué un moteur essentiel de la résilience économique.

Figure 2. Indicateurs macroéconomiques du Brésil : 2019-2022



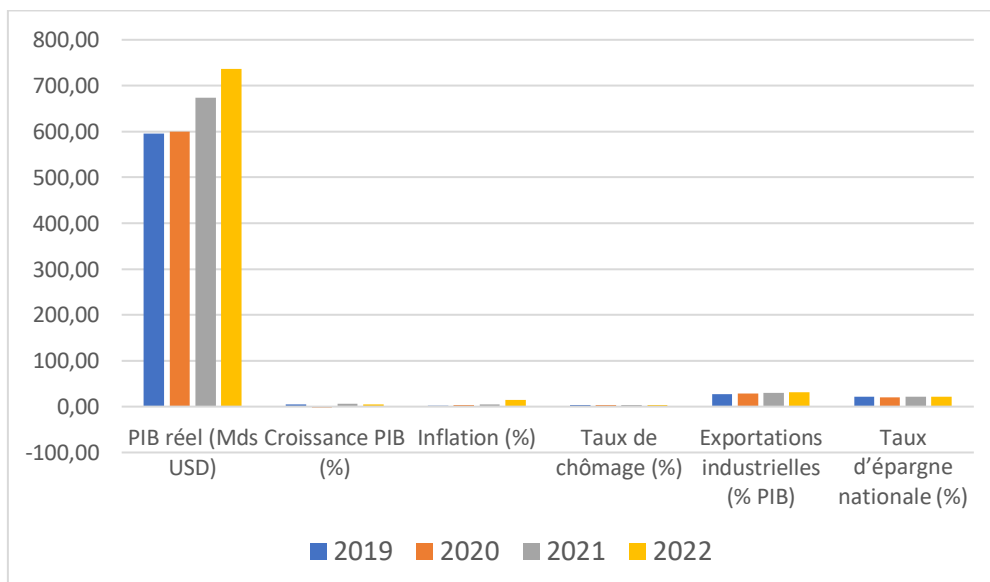
La figure 3 montre que l'Indonésie a résisté relativement mieux au choc de 2020 (-2,1 %). La reprise progressive repose sur les exportations minières (charbon, nickel) qui ont fortement contribué au PIB. Le chômage, bien qu'en hausse en 2020, a diminué dès 2022. Le pays bénéficie d'un taux d'épargne national supérieur à 30 %.

Figure 3. Indicateurs macroéconomiques de l'Indonésie : 2019-2022



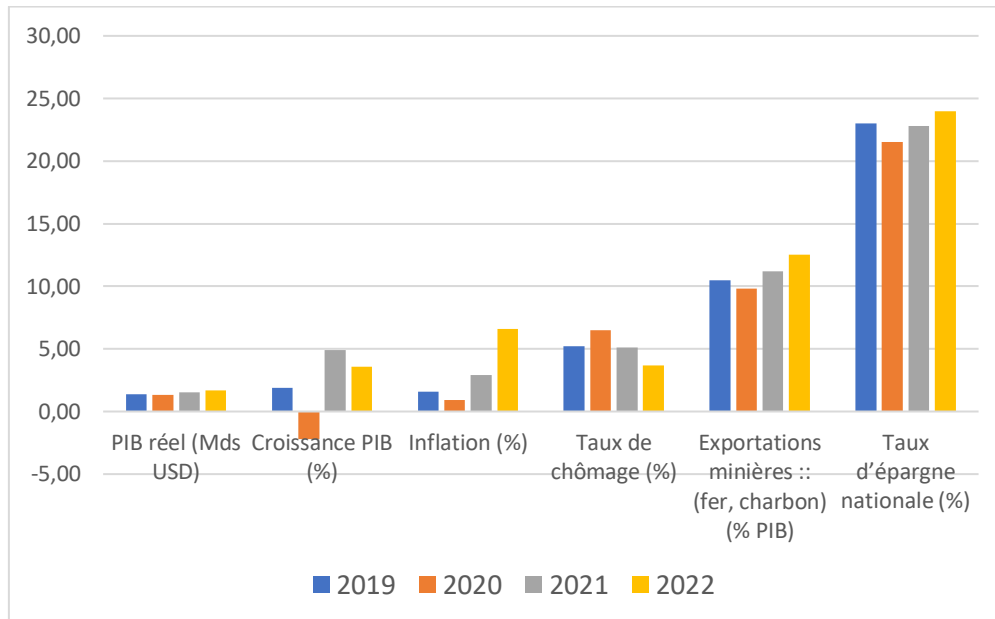
La figure 4 montre comment la Pologne a montré une forte résilience, limitant la récession en 2020 (-2 %). La croissance a atteint 6,8 % en 2021 grâce aux exportations industrielles. Cependant, l'inflation a explosé en 2022 (14,3 %), réduisant les gains de croissance. Le chômage est resté bas (2,9 %).

Figure 4. Indicateurs macroéconomiques de la Pologne : 2019-2022



La figure 5 montre que l'Australie a bien résisté à la crise avec une contraction limitée en 2020 (-2,2 %). La reprise a été solide grâce aux exportations minières (fer, charbon). Le chômage est tombé à un niveau historiquement bas (3,7 % en 2022), mais l'inflation a fortement augmenté (6,6 %).

Figure 5. Indicateurs macroéconomiques de l'Australie : 2019-2022



5.1.2 Tableaux

Tableau 1. Données macroéconomiques de la RDC : 2019-2022

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	Sources
PIB réel	48,20	49,00	51,80	55,00	Banque mondiale, 2023
Croissance du PIB (%)	4,40	1,70	5,70	6,20	FMI, 2023
Inflation (%)	7,10	9,00	10,20	13,10	BCC, 2023
Taux de chômage (%)	38,50	40,10	39,20	38,00	PNUD, 2022
Exportations minières : diamant, cobalt, cuivre... (% PIB)	35,00	34,00	36,00	37,00	ITIE-RDC, 2022
Taux d'épargne nationale (%)	10,50	11,00	11,50	12,00	Banque mondiale, 2022

Tableau 2. Données macroéconomiques du Brésil : 2019-2022

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	Sources
PIB réel (Mds USD)	1,87	1,45	1,61	1,92	Banque mondiale, 2023
Croissance PIB (%)	1,40	-3,90	5,00	2,90	FMI, 2023
Inflation (%)	3,70	3,20	8,70	9,30	Banque mondiale, 2023
Taux de chômage (%)	11,90	13,70	13,20	9,30	PNUD, 2023
Exportations agricoles : soja, café (% PIB)	14,00	15,50	16,20	17,00	ITIE, 2023
Taux d'épargne nationale (%)	14,90	12,50	15,10	16,40	Banque mondiale, 2023

Tableau 3. Données macroéconomiques de l'Indonésie : 2019-2022

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	Sources
PIB réel (Mds USD)	1,12	1,06	1,19	1,32	Banque mondiale, 2023
Croissance PIB (%)	5,00	-2,10	3,70	5,30	FMI, 2023
Inflation (%)	2,80	2,00	1,60	4,20	Banque mondiale, 2023
Taux de chômage (%)	5,30	7,10	6,50	5,90	PNUD, 2023
Exportations minières : charbon, nickel (% PIB)	9,50	8,90	10,20	12,10	ITIE, 2023
Taux d'épargne nationale (%)	32,20	30,50	31,10	32,80	Banque mondiale, 2023

Tableau 4. Données macroéconomiques de la Pologne : 2019-2022

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	Sources
PIB réel (Mds USD)	595,00	599,00	674,00	737,00	Banque mondiale, 2023
Croissance PIB (%)	4,50	-2,00	6,80	5,10	FMI, 2023
Inflation (%)	2,30	3,40	5,10	14,30	Banque mondiale, 2023
Taux de chômage (%)	3,30	3,20	3,40	2,90	PNUD, 2023
Exportations industrielles : machines, automobiles (% PIB)	27,00	28,00	29,50	31,00	ITIE, 2023
Taux d'épargne nationale (%)	21,00	20,50	21,30	22,10	Banque mondiale, 2023

Tableau 5. Données macroéconomiques de l'Australie : 2019-2022

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	Sources
PIB réel (Mds USD)	1,40	1,34	1,55	1,68	Banque mondiale, 2023
Croissance PIB (%)	1,90	-2,20	4,90	3,60	FMI, 2023
Inflation (%)	1,60	0,90	2,90	6,60	Banque mondiale, 2023
Taux de chômage (%)	5,20	6,50	5,10	3,70	PNUD, 2023
Exportations minières :: (fer, charbon) (% PIB)	10,50	9,80	11,20	12,50	ITIE, 2023
Taux d'épargne nationale (%)	23,00	21,50	22,80	24,00	Banque mondiale, 2023

Tableau 6. Comparaison des indicateurs macroéconomiques de quelques pays en développement (2019-2022)

Indicateurs	Rdc	Brésil	Indonésie	Pologne	Australie
Croissance PIB (%)	1,7 à 6,2	-3,9 à 5,0	-2,1 à 5,3	-2,0 à 6,8	-2,2 à 4,9
Inflation (%)	7,1 à 13,1	3,2 à 9,3	2,0 à 4,2	2,3 à 14,3	0,9 à 6,6
Chômage (%)	38 à 40	9,3 à 13,7	5,3 à 7,1	2,9 à 3,4	3,7 à 6,5
Exportations (% PIB)	34-37 (diamant, cobalt, cuivre...)	14-17 (agricole)	9-12 (charbon, nickel)	27-31 (industrie)	9-12 (minerais)
Épargne (%)	10-12	déc-16	30-33	20-22	21-24

L'analyse comparative des indicateurs macroéconomiques montre que les pays en développement ont subi des chocs asymétriques entre 2019 et 2022. Tandis que certains pays riches en ressources minières ou pétrolières ont connu des baisses brutales de croissance suivies d'un redressement, d'autres restent confrontés à un chômage structurel élevé et à une inflation persistante. La relance économique durable dépendra de la diversification économique, de la bonne gouvernance, et d'un meilleur investissement dans le capital humain.

Nous pouvons également noter :

- En Afrique, la RDC reste très dépendante de ses ressources minières (diamants, cobalt, cuivre...), avec un chômage structurel élevé et une inflation persistante ;
- En Amérique, le Brésil présente une vulnérabilité aux chocs externes mais dispose d'une base exportatrice solide (agriculture) ;
- En Asie, l'Inde affiche une meilleure résilience grâce à la diversification économique et au taux d'épargne élevé ;
- En Europe, la Pologne s'est rapidement redressé mais fait face à une inflation record en 2022 ;
- En Océanie, l'Australie se distingue par une faible hausse du chômage post-crise mais une inflation préoccupante.

Globalement, la relance dépend fortement de la diversification économique, de la maîtrise de l'inflation et de politiques actives de création d'emplois et de soutien au capital humain.

5.2 État actuel de l'économie congolaise

5.2.1 PIB réel

Entre 2019 et 2022, le PIB réel de la RDC est passé de 48,2 à 55,0 milliards USD. Cette hausse traduit :

- Une résilience de l'économie malgré la pandémie de Covid-19 et la crise en Ukraine ;
- Une dépendance persistante aux cours du cuivre et du cobalt, principaux moteurs de la croissance ;
- Mais aussi une base productive limitée, car la croissance est tirée par les ressources extractives plutôt que par la diversification (Banque mondiale, 2023).

La RDC a connu une croissance réelle soutenue, mais fragile, car concentrée sur un secteur à forte volatilité.

5.2.2 Croissance du PIB

La RDC a enregistré une croissance du PIB réel de 4,4 % en 2019, portée principalement par le secteur minier (Banque mondiale, 2021). Toutefois, cette croissance a chuté à 1,7 % en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19, avant de remonter à 5,7 % en 2021 grâce au rebond des prix du cuivre et du cobalt.

Ces chiffres illustrent la forte dépendance aux matières premières : lorsque les prix baissent, la croissance ralentit brutalement.

5.2.3 Inflation et stabilité monétaire

L'inflation est restée modérée en 2019 (autour de 7 %), mais elle a fortement accéléré en 2022-2023, atteignant 13,1 %, sous l'effet de la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie.

Cela confirme la vulnérabilité externe de la RDC face aux chocs importés.

5.2.4 Taux de chômage (%)

Le chômage oscille entre 38,5 % (2019) et 40,1 % (2020), avant de redescendre légèrement à 38 % en 2022.

Ces taux élevés révèlent une sous-utilisation de la main-d'œuvre, particulièrement des jeunes diplômés, le marché du travail est dominé par l'informel, représentant plus de 80 % des emplois, l'absence de transformation structurelle de l'économie limite la création d'emplois formels.

Le chômage structurel reste une contrainte majeure à l'inclusivité de la croissance.

5.2.5 Exportations minières (% du PIB)

La part des exportations minières est restée stable et élevée (34–37 % du PIB entre 2019–2022).

Cela confirme l'hyper-dépendance de la RDC aux ressources extractives, les fluctuations des prix du cuivre et du cobalt déterminent directement la croissance.

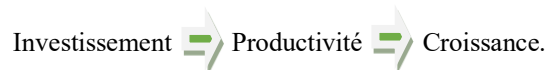
Cette situation illustre la « malédiction des ressources » : abondance minérale sans développement équitable.³⁷

Les exportations minières constituent le moteur principal de l'économie, mais créent une vulnérabilité forte aux chocs externes.

5.2.6 Taux d'épargne nationale (%)

Le taux d'épargne est passé de 10,5 % en 2019 à 12 % en 2022.

Bien que progressif, ce niveau reste très inférieur à la moyenne des pays émergents (25–30 %), la faible capacité d'épargne limite l'investissement domestique et rend la croissance dépendante des financements extérieurs, selon la théorie de la croissance endogène (Barro, 1990), un accroissement de l'épargne nationale permettrait d'alimenter un cycle vertueux.



L'épargne nationale est insuffisante pour financer la transformation structurelle de l'économie.

On met en évidence une croissance réelle mais fragile, un chômage structurel élevé, une dépendance aux ressources minières et une faible capacité d'épargne intérieure.

5.3 Application du modèle économique

Rappelons la formule de croissance adaptée :

$$gy = s.y/K - \delta + gA + gL$$

Taux d'épargne (s) : En RDC, le taux d'épargne nationale brute est estimé à 11 % du PIB en 2022, contre plus de 25 % dans les pays émergents d'Asie (Banque mondiale, 2022).

Dépréciation du capital (δ) : élevée à cause des conflits armés, de l'instabilité et du manque d'entretien des infrastructures.

Productivité globale des facteurs (gA) : très faible ; la RDC se situe parmi les pays ayant une productivité stagnante (PNUD, 2022).

Croissance de la main-d'œuvre (gL) : élevée (+3 % par an), mais mal exploitée faute de formation adéquate.

Résultat : malgré un fort potentiel démographique et en ressources, la croissance est limitée par la faible épargne, le manque de productivité et les pertes de capital.

5.4 Scénarios de relance économique

5.4.1 Scénario optimiste

Si la RDC parvient à :

- Augmenter le taux d'épargne à 20 %,
- Réduire la dépréciation du capital grâce à la paix et aux infrastructures,
- Accroître la productivité agricole et industrielle de 2 % par an.

Le taux de croissance annuel du PIB pourrait dépasser 8 % d'ici 2030.

Calculs basés sur le modèle de Solow (1956) appliqué aux données RDC (Banque mondiale, 2022).

5.4.2 Scénario réaliste

Avec une amélioration modérée de la gouvernance et un maintien des investissements miniers, la RDC pourrait atteindre une croissance moyenne de 5–6 % par an.

³⁷ Sachs J. D., & Warner A. M. *La malédiction des ressources naturelles*, *European Economic Review*, 45(4-6), 827-838, 2001

5.4.3 Scénario pessimiste

En l'absence de diversification et de réformes institutionnelles, la croissance restera volatile, dépendante des cours du cuivre, oscillant entre 2 % et 4 %, avec un risque élevé de crises récurrentes.

Les résultats montrent que :

1. La croissance actuelle de la RDC est fragile et peu inclusive, car elle repose sur un secteur minier volatil ;
2. Le modèle économique de Solow adapté montre que la faible épargne et productivité limitent la relance ;
3. L'expérience d'autres pays (Brésil, Indonésie, Pologne et Australie) indique que la diversification économique et un fonds souverain sont essentiels pour stabiliser les recettes.

Ainsi, la RDC doit adopter une stratégie combinant :

- Diversification sectorielle (agriculture, industrie, services) ;
- Réformes institutionnelles (gouvernance, fiscalité) ;
- Mobilisation des ressources internes (augmentation du taux d'épargne et des recettes fiscales).

6 Conclusion

Ce travail avait pour objectif principal d'analyser les chocs économiques récents et de proposer des leviers de relance adaptés aux pays en développement, avec un accent particulier sur la République Démocratique du Congo (RDC). Deux objectifs spécifiques ont guidé notre démarche : (i) proposer un modèle économique de relance adapté au cas congolais, et (ii) effectuer une analyse comparative avec le Brésil, l'Indonésie, la Pologne et l'Australie, afin de tirer des enseignements utiles pour les économies en développement.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons mobilisé une méthodologie mixte. Sur le plan qualitatif, l'étude s'est appuyée sur une revue documentaire riche, fondée sur des ouvrages académiques, des articles scientifiques et des rapports institutionnels (Banque mondiale, FMI, BAD, OCDE, etc.). Sur le plan quantitatif, nous avons exploité des séries statistiques récentes issues de la Banque Centrale du Congo (BCC), du FMI, de l'ITIE et du PNUD, couvrant la période 2019–2022. L'analyse économétrique s'est appuyée sur le modèle de Solow adapté, permettant de relier le capital (K), le travail (L), la productivité globale des facteurs (A) et l'épargne (s) à la croissance du PIB, afin de tester l'hypothèse de recherche.

Les résultats ont révélé que la RDC dispose d'un potentiel économique considérable, mais que sa croissance reste fragile, dépendante quasi exclusivement du secteur minier et donc vulnérable aux fluctuations internationales. Le faible taux d'épargne nationale, la dépréciation rapide du capital et la faible productivité limitent la relance durable. En comparaison, le Brésil fait face à des déséquilibres budgétaires mais tire parti de ses exportations agricoles ; l'Indonésie a mieux résisté grâce à une diversification progressive et un taux d'épargne élevé ; la Pologne a bénéficié de son intégration européenne mais a subi une inflation record en 2022 ; et l'Australie a affiché une reprise robuste, portée par ses exportations minières et une gouvernance économique solide.

Ces constats permettent de confirmer notre hypothèse de départ : la diversification économique et la réforme institutionnelle constituent les piliers principaux d'une relance durable en RDC. En d'autres termes, une croissance inclusive et résiliente ne pourra être atteinte que si les rentes minières sont transformées en investissements productifs, si le capital humain est renforcé, et si la gouvernance est améliorée pour réduire la corruption et accroître l'efficacité des politiques publiques.

La relance économique de la RDC doit être pensée comme un processus intégré, combinant stabilité macroéconomique, diversification sectorielle, réforme institutionnelle et coopération internationale. Ce n'est qu'à ce prix que le pays pourra transformer ses immenses potentialités.

7 Recommandations

Sur la base de cette étude, nous proposons les recommandations suivantes :

1. Renforcer les institutions et la gouvernance :
 - Mettre en place un cadre transparent pour la gestion des ressources naturelles ;
 - Lutter contre la corruption et améliorer la qualité des dépenses publiques.
2. Diversification économique :
 - Développer les secteurs agricoles et industriels pour réduire la dépendance au secteur minier ;
 - Promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME) locales et les investissements dans les services.
3. Investissement dans le capital humain :
 - Accroître l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle ;
 - Développer des programmes ciblés pour améliorer la productivité de la main-d'œuvre.
4. Mobilisation des ressources financières :
 - Augmenter le taux d'épargne nationale et canaliser les rentes minières vers des investissements productifs ;
 - Créer un fonds souverain pour stabiliser l'économie en période de chocs externes.
5. Adopter une politique de résilience face aux chocs externes :
 - Diversifier les partenaires commerciaux et sécuriser les approvisionnements alimentaires et énergétiques ;
 - Mettre en place des mécanismes d'assurance contre les risques de prix des matières premières ;
 - La mise en œuvre de ces recommandations pourrait permettre à la RDC de transformer ses ressources naturelles en croissance inclusive et durable, tout en renforçant sa résilience face aux chocs économiques futurs.

Références

- [1] Blanchard O., *Macroeconomics*, 7th ed, Pearson, 2017
- [2] Acemoglu D., & Robinson, J. A., *Pourquoi les nations échouent : Les origines du pouvoir, de la prospérité et de la pauvreté*, Crown Publishers, 2012
- [3] Acemoglu D., & Robinson J. A., *Why nations fail: The origins of power, prosperity and poverty*, New York, NY: Crown Publishers, 2012
- [4] Blanchard O. (2020), *Macroeconomics*, Pearson.
- [5] Mankiw N. G., *Principes d'économie*, Cengage Learning, 2021
- [6] Krugman, P., & Wells, R. *Macroeconomics*. Macmillan, 2018
- [7] North D. C., *Institutions, changement institutionnel et performance économique*, Presse Universitaire, Cambridge, 1990
- [8] Solow R. M., Une contribution à la théorie de la croissance économique, *Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65-94, 1956
- [9] Sachs J. D., & Warner A. M., La malédiction des ressources naturelles, *European Economic Review*, 45(4-6), 827-838, 2001
- [10] Arestis P., & Sawyer M., Reconsidérer le rôle de la politique budgétaire dans la reprise économique, *Journal of Post Keynesian Economics*, 32(3), 401-419, 2010
- [11] Friedman M., Le rôle de la politique monétaire, *American Economic Review*, 58(1), 1-17, 1968
- [12] Fonds Monétaire International (FMI), *Perspectives de l'économie mondiale : Une longue ascension difficile*, Washington, D.C. : FMI, 2020
- [13] Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2021, Numéro 2*. Paris : OCDE Publishing, 2021
- [14] Banque asiatique de développement (BAD), *Perspectives de la Banque asiatique de développement 2021 : Financer une reprise verte et inclusive*, Manille : BAD, 2021
- [15] Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), *Rapport sur la transition 2022-2023 : Une affaire inhabituelle*, Londres : BERD, 2022
- [16] Banque de réserve d'Australie (BRA), *Déclaration sur la politique monétaire*, août 2021, Sydney : BRA, 2021
- [17] Banque mondiale, *Rapport : Perspectives économiques en Républiques Démocratique du Congo : relancer la croissance dans un contexte d'incertitude*, Washington DC, 2021
- [18] Fonds Monétaire International, *République Démocratique du Congo : Rapport de la mission de consultation de 2022 au titre de l'article IV*. FMI, 2022
- [19] Auerbach A., & Gale W., *Politique budgétaire et reprise économique*, Brookings, 2020
- [20] Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2022 : Financer une reprise équitable*, Washington, D.C. : Banque mondiale, 2022
- [21] CNUCED, *Cinq agendas politiques critiques pour la reprise économique dans les pays en développement*, Genève, CNUCED, 2022
- [22] Nations Unies – Statistiques, *Objectif de développement durable 8 : Croissance économique et reprise*, ONU, 2021
- [23] Nations Unies – Finances, *Réponse budgétaire à la crise de la COVID-19 dans les pays en développement*, ONU, 2022
- [24] FMI, *Rapport annuel 2022 : une reprise plus équitable*, Washington, D.C. : FMI, 2022

- [25] Center for Global Development (CGDEV), Identifier la résilience macroéconomique face aux chocs externes dans les pays émergents et en développement, CGDEV, 2023
- [26] Reuters, *Rapport sur la reprise économique du Brésil*, Reuters, 2023
- [27] Nations Unies – Finances, Réponse budgétaire à la crise de la COVID-19 dans les pays en développement, ONU, 2022
- [28] OCDE, Perspectives économiques pour les États membres de l'UE après la COVID-19, Paris, OCDE, 2022
- [29] Banque Centrale du Congo (BCC), Rapport annuel sur la politique monétaire et l'inflation en RDC, BCC, 2019
- [30] Transparency International, Indice de perception de la corruption 2023, Berlin, Transparency International, 2023